COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

Samedi 18 octobre 1980 — N° 87 — PRIX : Antilles : 2 F, France : 3 F

Editorial

LES NOUVEAUX ANTIRACISTES

Le problème du racisme préoccupe beaucoup, ces jours-ci, l'administration coloniale. Du recteur Chaudet qui, depuis la rentrée, semble en avoir fait son cheval de bataille, en passant par le préfet Maillard qui s'affirme choqué par « le langage de la haine et de la xénophobie », ce ne sont qu'appels à la tolérance, à la fraternité, à la compréhension entre les races.

L'administration aurait-elle décidé d'en finir avec les discriminations, avec les injustices héritées d'une société coloniale, qui s'est développée grâce à la mise en esclavage des nègres venus d'Afrique, par une minorité de colons blancs ? Voudrait-elle enfin faire cesser le mépris du blanc pour le nègre, en finir avec le favoritisme, et permettre à tous d'avoir les mêmes chances ? Mais non, voyons, vous n'y êtes pas du tout. Il ne s'agit pas des nègres : eux, ils ont tout ce qui leur faut, ils sont heureux comme cela, et la France généreuse leur donne les allocations et la Sécurité Sociale - et le travail à 7000 km d'ici !

Non, ceux qui sont menacés par « tous les démons du racisme », ce sont les Blancs. Eh oui, vous avez bien lu : la communauté blanche de Martinique et de la Guadeloupe, qui depuis trois bons siècles exploitait et opprimait sans grand problème, la voilà sur le point de devenir une minorité opprimée, de pauvres gens que l'on méprise, un peu comme les Juifs ou les arabes en France.

Bien sûr, direz-vous, ils ont quand même l'armée, les gendarmes, CRS, képis rouges, quelques blindés, des hélicoptères, des Transall, et beaucoup d'argent. Des bruits courent selon lesquels, ces temps-ci, ils se sont armés jusqu'aux dents. Et si tout cela ne suffisait pas, il y a en permanence, là-bas, en France, un corps expéditionnaire de parachutistes, prêts à intervenir 24 heures sur 24 : on ne sait jamais...

Eh bien, malgré cela, ils sont inquiets : ils ont peur d'être victimes du racisme, ils demandent un peu de compréhension, de tolérance. Ils ont les meilleures places, mais ce n'est pas leur faute : ça a toujours été comme cela, pourquoi vouloir changer ? Ils exploitent des gens qui ont la peau plus sombre que la leur, et si ceux-ci protestent, se révoltent contre leur exploitation, eh bien ! ce sont des racistes !

Les Despointes, Audebert, Viviès et autres défenseurs des blancs attaquent en justice, pourfendent publiquement les « racistes » et les Chaudet prononcent des discours moralisateurs sur la tolérance raciale, etc.

Les colonialistes et les capitalistes qui crient au racisme ici, c'est comme ceux qui aux Etats-Unis criaient au racisme des noirs parce qu'ils n'acceptaient plus d'être lynchés et avaient décidé de vendre chèrement leur vie.

Ce sont les mêmes sortes de gens qui disaient autrefois, « un bon indien est un indien mort ».

Aujourd'hui pour un blanc, français ou béké, un bon Antillais est un Antillais qui accepte de quitter les Antilles sans faire d'histoire.

A ST FRANCOIS, A L'ANSE BERTRAND, QUAND LES DÉPARTEMENTALISTES EXHORTENT A LA SOUMISSION !

Deux fêtes de commune viennent d'être l'occasion pour les élus de la droite et les suppôts du gouvernement colonial, de se rassembler. Tant à St François qu'à l'Anse-Bertrand, on a pu voir Bernier, Moustache, Maximin Vivies, Blanchard, Marlène Captant et tout l'éventail des politiciens réactionnaires attaquer, à la faveur des attentats, communistes, indépendantistes, extrême-gauche de ce pays et reformuler leur « indéfectible attachement à la France et à la départementalisation ».

A ces deux reprises, la droite locale qui semble s'activer par ailleurs ces jours-ci, a tenté de justifier sa politique.

Le principal représentant de l'État français, en l'occurence le préfet, n'a pas manqué de se déplacer à ces deux reprises et lui aussi a profité de l'occasion pour y aller de son couplet contre « l'aventure », « la violence », la « subversion ».

Bernier, chef de file des départementalistes, a fait à St François, comme la presse coloniale s'est plue à le ressasser, une véritable « ode à la départementalisation ». Après avoir cité tous les soi-disant bienfaits de la France aux Antilles : « allocations, réalisations, équipements etc. »... il conclut en disant : « Rien de cela n'aurait été possible si nous n'étions pas devenus commune française dans un département français... »

Donc, parce que la population bénéficie (et encore pas totalement) de certains droits sociaux et de certaines réalisations obtenues la plupart du temps d'ailleurs de haute lutte, Bernier et ses pairs veulent accroître la dépendance de la population vis-à-vis de l'Etat français. Les miettes que le gouvernement colonial daigne accorder, bien contraint parfois, suffisent à nos béni-oui-oui locaux pour vanter les mérites du maître et exhorter à une soumission accrue devant lui.



Les paroles de Moustache comblent d'aise le colonialisme

Les travailleurs auraient bien tort de se laisser prendre à ce jeu-là, car cette dépendance quand bien même permettrait-elle de maintenir un relatif « équilibre » est basée sur un équilibre artificiel et extrêmement fragile car une économie et une population entièrement dépendantes de l'extérieur sont à la merci du moindre événement grave.

A la première crise importante, tout l'édifice « départementaliste » peut s'écrouler comme un chateau de cartes et laisser la population totalement désarmée, démunie, avec en prime, le désavantage moral que constitue pour un peuple la dépendance économique et sociale totale...

Le démembrement actuel de l'économie de la Guadeloupe en est une preuve. Car c'est la crise à laquelle les grosses sociétés capitalistes françaises sont confrontées en France et dans le monde qui a précipité la faillite de l'économie agricole capitaliste en Guadeloupe. La fermeture des usines, la réduction des urfaces agricoles, les milliers de licenciements et leurs conséquences humaines désastreuses sont une preuve de la fragilité de « l'équilibre » que vante Bernier. Bien sûr on peut toujours trouver un « équilibre » en licenciant des milliers de travailleurs et en faisant émigrer la moitié de la population en France, en faisant entrer dans le pays des groupes

suite page 4

A PROPOS DE LA DÉCLARATION DU RECTEUR CHAUDET SUR LE RACISME

Le recteur Chaudet vient de faire une déclaration sur les ondes dans laquelle il affirme lutter contre le racisme, affirmant même qu'il ne voulait pas entendre les termes ni de « sale blanc », ni de « sale nègre » dans les établissements scolaires des Antilles et de la Guyane. Ces déclarations du responsable de l'Education aux Antilles-Guyane sont fort belles mais elles sont aussi fort différentes de la réalité.

Un exemple : le vendredi 24 Octobre aura lieu le procès de Trinité : un parent d'élève, 3 élèves et 2 professeurs sont poursuivis pour leur action lors des événements de la Cité Scolaire de Trinité, au début de l'année 1979.

A ce moment-là, les élèves s'étaient mis en lutte pour protester contre les agissements racistes de 2 professeurs blancs. Ces 2 professeurs ont été soutenus pendant toute cette période par l'administration rectorale. Plutôt que de désavouer les racistes, l'administration a préféré fermer la Cité Scolaire de Trinité. Finalement, enseignants et élèves se sont battus pour imposer la réouverture de la Cité Scolaire sans sanction ni réinscription préalable. Aujourd'hui, qui poursuit-on ? Les professeurs racistes ? Non, le tribunal poursuit les Martiniquais qui avaient lutté contre ces racistes !

Oui, l'administration elle-même soutient les Blancs racistes et poursuit les Antillais antiracistes.

Et Trinité n'est pas un cas isolé. Il y en a eu bien d'autres durant toute la période actuelle :

— L'affaire Oscar. Cet enseignant anticolonialiste du LEP du Marin a été condamné à deux mois de prison ferme pour avoir riposté à l'agression du proviseur blanc du LEP, Oliviéri ! Oscar a été blessé, il s'est retrouvé à l'hôpital, mais c'est lui que l'on a jugé et condamné alors que son agresseur coule des jours heureux en France !

— L'affaire Pulvar, poursuivi pour avoir riposté aux injures racistes du béké Huygues-Despointes !

— L'affaire du jeune Sainte-Rose, de Grand-Rivière, agressé par les gendarmes de Basse-Pointe et poursuivi par la justice !

Et il y en a bien d'autres encore ! Les poursuites de FR 3 contre Beaujour, Ravoteur et Pago, les poursuites de l'armée contre Cabort et Chauvet, en Guadeloupe contre Zandronis, directeur du Journal Guadeloupéen, l'accusation de « racisme » porté par le riche béké Audebert contre notre camarade Max Céleste.

Dans tous ces cas, ce sont des Antillais qui sont opposés à des Blancs ou à l'administration blanche ! Dans tous ces cas, ce sont toujours des Noirs qui sont poursuivis ou condamnés ; alors que les Blancs s'en tirent toujours à bon compte.

A-t-on jamais retrouvé ni même recherché l'assassin de Gérard Nouvet tué en 1971 par un gendarme ?

A-t-on jamais retrouvé ni même recherché l'assassin ou les assassins de Georges Marie-Louise retrouvé mort après les fusillades de Chalvet lors de la grève des ouvriers agricoles en 1974 ?

Il y a eu un seul conflit entre Noirs et blancs aux Antilles dans lequel un Blanc ait été condamné, c'est le cas du militaire Richerol le meurtrier de Jovignac. La justice militaire ne pouvait sans doute faire autrement. Elle ne

suite page 2

FRANCE :

ENCORE UNE EXPULSION

Il ne se passe pas une semaine sans que l'on apprenne une nouvelle expulsion. Après celle de Simon Malley c'est maintenant le tour de Mody Konaté, un travailleur malien, que le gouvernement a expulsé vers son pays d'origine.

Il y a environ deux ans ce travailleur avait fait l'objet d'un contrôle d'identité et la police avait découvert que son titre de séjour était faux. Mody Konaté ignorait que son titre était faux et l'avait de plus payé à prix d'or. Il fut, parce que dépourvu de carte de séjour, l'objet d'une mesure d'expulsion, puis emprisonné pour l'avoir refusée. Relâché, il fut à nouveau poursuivi, condamné, emprisonné puis relâché et ainsi de suite.

Cette affaire embarrassait la justice, contrairement à ses habitudes, elle ne pouvait pas pour une fois, expulser discrètement. Ce travailleur, militant syndical et politique bénéficiait de la solidarité active de ses camarades de travail. La justice, de guerre lasse, décidait de suspendre sa décision jusqu'au 16 juin 1981. Mais ce n'était que tromperie et la police attendait la première occasion. Cette police a sans doute choisi le moment où tout le monde avait les yeux tournés vers la rue Copernic et son cortège de morts, pour faire son mauvais coup.

SIMON MALLEY EXPULSÉ DE FRANCE A CAUSE DE SES IDÉES

Simon Malley, directeur de la revue « Afrique-Asie » vient d'être chassé de France. Vendredi 3 octobre des policiers en civil l'ont pratiquement kidnappé alors qu'il sortait d'un taxi et l'ont embarqué dans un avion à destination de New-York. Officiellement il n'est rien reproché à Simon Malley. Simplement ses papiers (carte de séjour, carte de travail) ne lui ont pas été renouvelés et il n'avait dès lors plus le droit de résider en France.

La raison véritable de cette expulsion est ce qu'on peut appeler un délit d'opinion. Dans la revue « Afrique-Asie », Simon Malley défendait des idées qui n'étaient pas pour plaire à Giscard et ses amis. En particulier il dénonçait la politique française en Afrique, politique de domination et de pillage par les capitalistes français. Qu'il parle des diamants de Bokassa ou de la dictature sanglante qu'exerce Hassan II au Maroc ou encore des intérêts français au Gabon ou en Afrique du Sud génait non seulement le gouvernement français mais les dictateurs qui défendent les profits français à la tête des différents pays d'Afrique. D'ailleurs, quelques jours avant son expulsion Simon Malley avait, lors d'une conférence de presse, fait état des protestations de dirigeants africains contre sa revue et des pressions exercées par ses dirigeants sur le gouvernement français à ce propos. Pour le gouvernement français c'était simple. Simon Malley, qui est d'origine égyptienne, n'avait pas la nationalité française. Il était facile de s'en débarrasser.

Nous devons dénoncer cette expulsion ainsi que celles, moins connues mais quotidiennes de travailleurs immigrés que le gouvernement se donne le droit de chasser à partir du moment qu'ils osent dénoncer les abus et les injustices qu'ils connaissent.

RÉFUGIÉS CUBAINS ET HAITIENS : ET MAINTENANT, EN ROUTE POUR PORTO RICO

Nous publions ici un article du journal « The Spark » publié par des camarades de notre tendance aux Etats-Unis (N° 169).

Le gouvernement a annoncé récemment qu'il envisageait d'embarquer plusieurs milliers de réfugiés cubains et quelques réfugiés haïtiens pour une ancienne base militaire américaine à Porto Rico. Fort Allen, d'après les plans, devait être abandonné le 1er octobre, la marine US n'en ayant plus besoin. Maintenant il va devenir le lieu d'habitation de milliers de réfugiés.

L'administration de Carter avait tout fait pour que les réfugiés viennent en premier lieu aux USA par jeu politique contre Fidel Castro. Mais Carter ne s'attendait pas à ce qu'on dénonce son bluff. Maintenant une fois encore il est en train de proposer un nouveau jeu politique, jeu sur la vie de tous ces gens ballotés de droite et de gauche.

Le taux de chômage à Porto Rico est estimé osciller entre 17 et 40 %. Les conditions sont si mauvaises qu'il y a aujourd'hui davantage de Porto Ricains émigrés aux Etats-Unis qu'il n'en reste à Porto Rico.

Ces conditions sont l'expression du fait que Porto Rico est dominée par les grandes compagnies américaines. Celles-ci draînent la richesse de l'île vers l'extérieur en même temps qu'elles déséquilibrent sa vie économique.

A Porto Rico, la population a déjà commencé à protester contre la décision d'envoyer des réfugiés dans le pays. Mais le gouvernement américain peut très bien considérer que ce que les Porto Ricains veulent ou ne veulent pas n'a pas beaucoup d'importance. Dans le passé le gouvernement ne s'est jamais beaucoup inquiété de ce que voulaient les Porto-Ricains. Et cette affaire, pour les Cubains consistera « à sauter de la poêle à frire pour tomber dans le feu ». C'est là le bon accueil que le gouvernement américain leur a offert.

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

SÉCURITÉ SOCIALE (FORT-DE-FRANCE) LE NOËL DES GROS

C'est ainsi que l'on pourrait qualifier la distribution des points dont ont profité les gros coefficients.

Cette année-ci, la direction annonce six postes de niveau 6 supplémentaires. Elle transforme les postes de chef ou crée des postes de divisionnaires. Au train où cela va, il ne restera que des miettes, quelques 5 ou 10 % distribues a la tete du client, puisque la direction a suffisamment de culot pour venir nous raconter qu'il ne reste pas de points car la direction régionale « a tout refusé ».

On voit bien en fin de compte l'hypocrisie de ces messieurs quand ils nous demandent de nous acharner au boulot. Pour gagner quelques points...

En réalité, les jeux sont faits depuis longtemps !

SÉCURITÉ SOCIALE (F.D.F.) MAGASIN : LE TRAVAIL S'ACCROIT, AUGMENTEZ LE PERSONNEL

Au magasin, le mois dernier, le travail s'est considérablement accru bien que cette période correspondait aux vacances du personnel. A ce rythme-là, l'ambiance risque de plus en plus d'être intenable.

La solution : indexer l'augmentation du personnel sur l'augmentation du volume du travail.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE. LA VALSE DES REMPLAÇANTS SUR LA MUSIQUE DE LA DIRECTION

Le remplacement des agents ne se fait pas systématiquement et quand il se fait c'est au compte goutte. Résultat : notre tour de garde revient plus vite, nous sommes bousculés, nos horaires changent.

Pourtant ce ne sont pas les remplaçants qui manquent vu le nombre d'agents hospitaliers en chômage.

Pour les remplaçants, c'est la politique des coups bas.

Ainsi souvent, un agent sur le remplacement d'un autre en congé d'un mois par exemple, voit son remplacement interrompu. Ou encore est rappelé quelques jours plus tard pour assurer une garde de nuit. Ou encore, il apprend qu'une autre personne a été appelée pour effectuer les jours de remplacement qu'il lui restait à faire alors qu'on lui a certifié qu'il n'y avait plus de remplacement.

Pour ne pas être victimes de cette politique, nous devrons nous battre pour exiger du travail pour tous !

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE. CIVIL UNE GLACIÈRE BIEN GARDÉE

Un malade de Barbe faisait plus de 40° de fièvre. Il fallait lui mettre de la glace. Mais la glacière est fermée à clé depuis quelque temps et la clé se trouve à l'économat.

Ce qui veut dire qu'après la fermeture de l'économat, il n'est plus possible d'obtenir de la glace.

Finalement ce sont les parents du malade qui ont apporté la glace !...

Tant de déboires sous prétexte que le personnel et les malades vont se servir à la glacière.

Nous pourrions « aider » le directeur de garde à trouver la solution, en l'appelant chaque fois que c'est nécessaire pour ouvrir la glacière. A force d'être déplacé, il trouvera certainement une solution, n'ayons crainte !

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE : CIVIL : PILE JE GAGNE, FACE TU PERDS

Un malade ayant eu mal à la tête, l'infirmière de garde de nuit crut bien faire en lui donnant un comprimé de Glifanan. Ce malade eut des vomissements.

La réaction du chef de service a été de réprimander l'infirmière en lui disant que c'est un acte médical qui lui est interdit et qu'elle sera considérée comme responsable. Ce même chef, pour un autre acte médical qu'une IDE a refusé de faire parce qu'elle n'est pas habilitée pour cela l'a réprimandée en lui disant : « Vous savez que vous êtes couvertes par l'hôpital, vous devriez le faire ».

Voilà leur politique, quand ils sont présents et qu'ils ne veulent rien faire... nous sommes couverts pour pratiquer des actes médicaux. Par contre, quand ils sont absents et qu'ils nous laissent nous débrouiller avec les malades et que ça tourne mal, nous aurions dû avoir leur accord.

Conclusion : refusons de faire des actes médicaux !

GROSSE MONTAGNE : UNE MANOEUVRE MESQUINE DE LA DIRECTION

Les patrons de Grosse-Montagne ne se fatiguent jamais de manœuvrer dans le but de tenter de nous tromper. Toutes les occasions sont bonnes pour eux de chercher à nous grignoter un petit quelque chose sur nos salaires.

Aussi concernant le rappel des dernières augmentations de salaire, les patrons ont menacé de ne pas le payer à certains d'entre nous. Ils avaient décidé de le donner seulement à quelques ouvriers professionnels. Mais c'était sans compter sur notre vigilance. Sitôt que nous avons appris la nouvelle, nous avons en grande majorité menacé de cesser le travail au cours d'une réunion générale.

Il faut donc croire que Hayot dut rapidement se rendre compte de notre détermination et qu'il comprit qu'il valait mieux nous payer à tous le rappel. Car, dès le lendemain il annonçait à une délégation qui était allée le trouver qu'il acceptait de donner le rappel à tous.

SOCALTRA SI OU FACHÉ, VIRÉ, DEYÉ, MODÉ LA TCHIÉ-OU !

Un petit chef qui travaillait à la Sara s'est senti visé par un écho de « La Voix des Métallos » qui faisait remarquer la différence entre le « régime-chefs et le régime-ouvriers ». Ce monsieur Gomez, appuyé par Rein, est venu demander des comptes sur « l'origine » de la « Voix des Métallos » ! Il s'est montré arrogant et a voulu jouer au caïd, mais ses allures de « major » n'ont impressionné personne !

En tout cas cela prouve bien que lorsqu'on leur dit leurs quatre vérités, ces messieurs se sentent morveux. Comme dit le proverbe : il n'y a que la vérité qui offense !

NOUVEAU CENTRE HOSPITALIER POINTE-A-PITRE : A LA CUISINE, C'EST LA MARE, NOUS EN AVONS MARRE !

Les égoûts de la cuisine sont bouchés, et lorsqu'on fait la plonge, l'eau monte jusqu'à inonder le couloir du personnel et le service de diététique.

On a bien installé une pompe pour aspirer l'eau, mais cela ne suffit pas.

Souvent, c'est à la vapeur nauséabonde que nous cuisinons pour malades et personnel ! C'est là un véritable scandale ! Nous assistons, bien sûr à une valse de ces messieurs ingénieurs et de la direction. Mais si, jusqu'à présent, ils n'ont pas trouvé une solution à ce problème, nous, nous en connaissons une : refuser de travailler dans de telles conditions.

BUANDERIE : LA DIRECTION NE VOIT PAS PLUS HAUT QUE LE BOUT DE SON NEZ !

Depuis la mise en service de la buanderie au NCH, nous souffrons de la réverbération du soleil couchant. Nous avons demandé de faire installer des stores. Eh bien, ça y est ! Les stores nous les avons ! Seulement, ils ont été posés uniquement à hauteur des persiennes et nous avons toujours la réverbération, par les carreaux transparents placés eux, plus haut.

La direction pense peut-être que la réverbération ne traverse pas les carreaux en vitre ?

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE : RENVOYEZ L'ASCENSEUR !

Au Nouveau Centre, on perd un temps fou à attendre un ascenseur. La raison n'en est pas difficile à comprendre.

En effet, il n'y a que 5 ascenseurs dont 2 pour les visiteurs et 3 pour le personnel, et parmi ceux du personnel, il y en a un qui est réservé la plupart du temps au bloc opératoire, et cela dure toute une matinée. Donc, en fin de compte, il ne reste que 2 ascenseurs pour le personnel. Ceux-ci desservent 9 étages. Ils servent à descendre les malades au rez-de-chaussée en radiologie, en ECG, EEG, etc. Ils servent aussi à transporter les chariots dans lesquels on met la nourriture des malades, de même que le linge sale destiné à la buanderie... Mais là où la situation devient dramatique, c'est aux heures de pointe, entre 8 et 12 heures. Il se produit un vaste embouteillage. Les chariots et les lits font la queue devant les ascenseurs. Certains s'énervent, d'autres trouvent la situation bien drôle au point d'en rire, enfin quand on trouve finalement une place, on s'y précipite. C'est la course aux chariots et aux lits.

On revient bien souvent après une heure dans son service. Voilà le prix que le personnel paie à l'imprévoyance de ceux qui ont conçu l'hôpital.

BEAUPORT : LA DIRECTION NOUS CONSTRUIT UN PARKING, MAIS PAS DE RÉFECTOIRE

Depuis plusieurs années nous réclamons un réfectoire aux patrons afin de prendre notre repas dans des conditions d'hygiène décentes. Jusqu'ici la direction de l'usine n'a rien fait pour satisfaire notre revendication.

Après une demi-journée de dur labeur, nous sommes forcés de casser la croûte dans l'odeur et la poussière des ateliers. Ceci est d'autant plus scandaleux que la direction vient de construire un parking à l'entrée de l'usine.

En fait, la direction construit ce qui l'arrange, elle.

C'est dire combien les capitalistes méprisent les ouvriers.

Jusqu'à présent, nos différentes démarches, lettres à la D.D.A.S.S., visite à l'inspection du travail ne semblent pas avoir une quelconque influence sur les patrons de Beauport.

Alors, peut-être faudra-t-il utiliser la seule méthode qui convient pour les faire entendre : celle de la grève jusqu'à la construction du réfectoire.

JAMAIQUE : A LA VEILLE DES ÉLECTIONS

Le premier ministre, Michael Manley, a annoncé que la date des élections en Jamaïque serait avancée au 30 octobre. C'est devant une foule impressionnante de 100.000 personnes, à Montego Bay, principale ville du Nord de l'île, que Manley a fait cette déclaration.

La Jamaïque traverse depuis plusieurs années une crise, à la fois économique et politique, et c'est pour tenter de mettre fin à cette crise que l'actuel gouvernement a décidé de faire des élections anticipées.

Située au sud de Cuba, la Jamaïque est peuplée de plus de 2 millions d'habitants, pour une étendue de 10 960 km2, soit 10 fois la Martinique ou 6 fois la Guadeloupe et ses dépendances. Le pays est loin d'être sans ressources, puisqu'avec 11 millions de tonnes, il était l'an passé 2ème producteur mondial de bauxite (minerai d'aluminium). Mais comme bien des pays sous-développés, malgré les richesses du sous-sol, la Jamaïque a une situation économique désastreuse : le déficit de la balance des paiements atteindrait 378 millions de dollars, et l'inflation (hausse des prix) serait de 45 % par an !

Cette situation catastrophique est due au fait que la Jamaïque n'est pas, et de loin, la principale bénéficiaire de ses richesses : ce sont les compagnies multinationales, en particulier américaines, qui font d'énormes profits en transformant la bauxite en aluminium.

En échange de sa bauxite, dont le prix n'augmente que lentement (quand il ne baisse pas) la Jamaïque doit acheter aux pays impérialistes des produits dont les prix augmentent sans cesse. Elle est donc obligée de s'endetter auprès d'organismes internationaux tels le FMI (Fonds Monétaire International) ; celui-ci en échange de ces prêts avait exigé l'an passé des conditions qui lui permettaient de contrôler pratiquement l'économie du pays. Or, le principal actionnaire du FMI, ce sont les USA. L'impérialisme américain, qui comme on l'a vu ruine le pays en achetant à bas prix la bauxite et en revendant ses marchandises au prix fort, trouvait donc le moyen de contrôler complètement le pays en lui prêtant d'une main ce qu'il lui avait volé de l'autre.

Les exigences du FMI suscitèrent un grand mécontentement dans la population, et Michael Manley dût en tenir compte, en renonçant à cette solution. Cela ne résolut pas pour autant les problèmes de la Jamaïque. La hausse des prix, le chômage, n'ont cessé de s'étendre. La misère, le désœuvrement, favorisent la criminalité. C'est quotidiennement que s'affrontent des bandes d'hommes armés (« gunmen ») dont certains se rattachent aux principaux partis politiques de l'île. Depuis le mois de janvier, plus de 400 personnes auraient été assassinées.



En 1978, Bob Marley serrait les mains de Manley (à gauche) et de Seaga.

C'est donc dans un climat de grande violence (certains quartiers de Kingston, la capitale, sont inaccessibles la nuit, même pour la police) que se déroule la campagne électorale. Un député du parti de Manley, vice-ministre, a été assassiné lundi 13 octobre, ainsi qu'un de ses gardes du corps. C'est la première fois que les « gunmen », qui d'habitude sévissent dans les quartiers, assassinent une telle personnalité, et l'on peut être sûr que cet acte ne restera pas sans réponse.

Les principaux partis en lice sont le PNP (Parti National du Peuple) de Michael Manley et le JLP (Parti Travailliste Jamaïcain) dirigé par Edward Seaga. Proche de Fidel Castro et de Maurice Bishop, le premier ministre Michael Manley est généralement considéré comme un progressiste, un homme de gauche, tandis que Seaga, bien que son parti soit issu du mouvement syndical, est connu comme étant l'ami des milieux d'affaires américains, ce dont il se vante d'ailleurs.

Mais si Seaga est franchement l'homme des capitalistes, et à ce titre les travailleurs qui le soutiennent ont bien tort, Manley lui peut faire illusion. Une fraction non négligeable de la population voit en lui celui qui résiste à l'emprise de l'impérialisme, et a choisi le camps de pays, tels Cuba et Grenade, qui refusent la domination américaine. Cependant l'attitude plus radicale de Manley ne peut aucunement le faire considérer comme un représentant des travailleurs et encore moins comme un socialiste révolutionnaire. Il est du même monde que Seaga : celui de la bourgeoisie jamaïcaine. Et tandis que leurs hommes de main s'entretuent, Seaga et Manley sont tout prêts à se serrer la main, comme ils le firent en 1978 lors d'une « réconciliation » sous l'égide de Bob Marley.

Seaga n'améliorerait certes pas la situation des travailleurs, des pauvres. Il renforcerait sans doute la mainmise des USA sur l'économie jamaïcaine, s'il venait au pouvoir. Mais Manley a prouvé lui aussi, ces dernières années, son incapacité à améliorer la situation des travailleurs, et son refus de bouleverser les structures de la société. Pour changer leur sort, pour être sûrs qu'après ces élections ils ne seront pas dupés, les travailleurs, les pauvres de la Jamaïque ne doivent compter que sur eux-mêmes et ne se faire aucune illusion sur la capacité des deux grands partis à changer leur sort.

Les affrontements armés au sein de la population entre partisans du PNP et du JLP sont hélas stériles, nuisibles. Mais le fait qu'une bonne partie de la population soit armée pourrait demain être un fait positif : à condition que ces armes ne servent plus aux pauvres à s'entretuer, mais qu'ils les retournent contre leurs exploiteurs, aussi bien impérialistes que bourgeois jamaïcains.

MAX RODON

ALGÉRIE : UN SÉISME TUE, LE CAPITALISME AGGRAVE LA CATASTROPHE

Un tremblement de terre très puissant a secoué l'Algérie vendredi 10 octobre. Il a détruit à 80 % la ville d'El Asnam et rayé de la carte d'autres petits villages. L'Agence de presse algérienne estime à plus de 20 000 le nombre des morts et à plusieurs dizaines de milliers le nombre des blessés. Toutes les habitations de la région ont été détruites ou touchées. Ce cataclysme a soulevé une vague d'émotion au sein de la communauté algérienne vivant en France et en particulier les originaires de la région. Ce type de catastrophe naturelle laisse les hommes un peu désarmés dans la mesure où la science et les techniques ne sont peut-être encore capables ni de prévoir avec une grande précision, ni d'éviter complétement l'effet des secousses sismiques.

Mais si le tremblement de terre a fait tant de victimes, ce n'est pas la nature qui est responsable mais le capitalisme. Dans cette société, au nom de la rentabilité, on a entassé les gens dans des cages à lapins. On a abandonné ainsi les constructions anciennes qui, certes, ne faisaient pas intervenir des techniques modernes, mais tenaient mieux compte des conditions naturelles. Les immeubles modernes à étages que construisent les capitalistes pour y concentrer la population ouvrière sont identiques, qu'ils soient construits à Sarcelles, là où il n'y a pas de séismes, à Pointe-à-Pitre ou à El Asnam, là où les tremblements de terre sont possibles. On sait que les quelques techniques anti-séisme bien connues aujourd'hui n'ont pas été utilisées à El Asnam, car même les immeubles construits après le séisme qui avait détruit cette même ville en 1954 se sont écroulés sur leurs occupants. N'oublions pas que c'est le gouvernement français qui s'est occupé de reconstruire la ville car c'est lui qui gérait l'Algérie à cette période.

Cette catastrophe a déjà fait vingt mille morts. Le cauchemar n'est pourtant pas terminé pour le peuple algérien. A l'heure où nous écrivons, la plupart des victimes et probablement des blessés sont encore sous les décombres. Des villages sont isolés. L'eau est coupée, les sources sont souillées. Les risques d'épidémie, de choléra entre autres sont très grands, sans compter la faim, car les routes sont impraticables. Malgré la mobilisation de toutes les ressources matérielles et morales, l'Algérie, pays pauvre, ne pourra secourir rapidement la région et éviter complétement les suites dramatiques de cette catastrophe.

C'est justement là qu'est la différence entre pays riches et pays pauvres. Dans les pays riches on dispose de matériel, de médecins et autres spécialistes pour secourir dans les plus brefs délais les victimes de catastrophes. Dans un pays pauvre, cela ne peut exister.

Alors, les pays riches font mine de pleurer sur les victimes de la catastrophe qui a endeuillé l'Algérie. La France a envoyé... 40 pompiers. Ce même Etat, pour « secourir » un prince d'Arabie Saoudite dont le régime semblait en danger, avait envoyé 80 gendarmes. Pour rechercher en Martinique des Cubains qui n'existaient pas il a envoyé 220 gardes mobiles. Il y a un peu plus longtemps, de 1954 à 1962, il a entretenu un corps expéditionnaire de plusieurs centaines de milliers d'hommes pour s'opposer aux aspirations d'indépendance du peuple algérien.

Quand il faut défendre les intérêts des bourgeois français, l'Etat de Giscard sait trouver les hommes et le matériel en grande quantité. S'il s'agit de secourir une population sinistrée, l'aide est petite, la publicité immense.

Noël CANTIUS

A PROPOS DE LA DÉCLARATION DU RECTEUR CHAUDET SUR LE RACISME

Suite de la page 1.

pouvait condamner un mort. Pour que les Antillais aient raison face à l'administration blanche, faut-il qu'ils soient déjà morts, comme Jovignac ? Autrement dit, le seul bon Antillais est-il l'Antillais mort ?

Alors quand tous les accusés sont des Noirs et les plaignants des Blancs, quand ceux-ci obtiennent systématiquement gain de cause de leur justice, comment cela s'appelle-t-il ? Il n'y a pas de hasard ! Ou le hasard fait toujours bien les choses au profit des... Blancs ! Et cela, c'est du racisme !

Eh bien c'est cela le véritable racisme aux Antilles, le racisme d'une minorité blanche qui s'appuie sur la justice et les forces de répression pour continuer à dominer les Antillais. Et cette domination se rencontre partout, aussi bien sur les chantiers, dans les entreprises privées, que dans les administrations et les services publics comme l'EDF ou l'Education, où les principaux responsables sont blancs !

Le véritable racisme, c'est l'obligation pour 10 000 Antillais chaque année d'émigrer dans l'espoir de trouver du travail en France où ils sont traités comme des citoyens de seconde zone, alors qu'ils sont remplacés ici par une immigration de Français qui eux trouvent pour la plupart tout de suite des emplois corrects et soutenus qu'ils sont par toute l'administration, tiennent le haut du pavé et font partie des privilégiés.

Comment M. Chaudet ne voit-il pas ce qu'il y a d'inconvenant et de choquant dans sa position de moralisateur anti-raciste ? Lui, il est le chef blanc d'une académie d'élèves et de maîtres en majorité noirs. Alors, le recteur Chaudet peut faire de grands discours contre le racisme. En définitive, c'est le système qu'il défend et dont il est le représentant qui est raciste et ses paroles ne sont que mensonges, hypocrisie et mépris pour les Antillais.

C'est tout cela, le racisme. Et il faudra que la population laborieuse des Antilles y mette fin tôt ou tard.

PARIS : LES NAZIS EN HERBE ASSASSINENT

L'attentat anti-juif de la rue Copernic, revendiqué par un groupe d'extrême-droite a soulevé l'indignation de l'opinion publique française et celle plus ou moins sincère de ses représentants politiques. Il fait suite à d'autres attentats qui ont eu lieu une semaine auparavant contre les institutions juives à Paris.

Toutes ces lâches agressions sont l'œuvre de groupes d'extrême-droite qui n'en sont pas à leur coup d'essai. Durant ces deux dernières années ils ont eu l'occasion de perfectionner leurs techniques terroristes contre des ouvriers arabes et africains ainsi que contre des familles immigrées. Il y a un peu plus d'un mois, ces assassins d'extrême droite, s'en étaient pris à la communauté algérienne de Bondy, tuant un jeune algérien et en blessant plusieurs autres. On se souvient aussi que ces nazis avaient mis le feu à un hôtel occupé par des travailleurs maghrébins à Paris, faisant plusieurs morts. On ne compte pas le nombre de mitraillages et d'agressions contre des cafés, des salles, fréquentés par des immigrés. Mais ces agressions là n'ont pas soulevé l'indignation des autorités françaises qu'elles feignent aujourd'hui devant le corps des victimes de la synagogue.

Oui, ces militants d'extrême-droite, ces émules de Hitler et de Mussolini, qu'on pourrait simplement trouver ridicules et fous, ont tué. Ils font, à petite échelle, ce que d'autres ont fait largement. En Allemagne, avec la crise de 1929, alors que la société capitaliste échappait à tout contrôle, alors que l'argent perdait de sa valeur toutes les heures, tous les petits bourgeois furent ruinés. A ce moment là, des centaines de milliers de gens dits « respectables », ont suivi Hitler et ses bandes fascistes. Ce Hitler qu'ils trouvaient peu de temps auparavant ridicule et fou, ils l'ont mis au pouvoir en janvier 1933.

Ce n'est pas être utopiste que de dire qu'en cas d'aggravation de la crise, tous ces gens dits « biens » qui s'indignent peut-être aujourd'hui des attentats, peuvent choisir de suivre ces nazis. Les militants d'extrême-droite qui tuent aujourd'hui préparent cet avenir là. Pour ce faire, ils s'appuient sur les sentiments les plus bas des gens, tels que la xénophobie et le racisme. Nous, Antillais, sommes bien placés pour savoir la bassesse de ces sentiments car ils s'exercent contre nous quotidiennement.

Et cette xénophobie et ce racisme, les militants d'extrême-droite veulent s'en servir pour mener une politique bien précise qui consiste à mettre les ouvriers au pas, à les empêcher de protester devant l'exploitation renforcée que leur imposerait la bourgeoisie en cas de crise aigüe.

Mais, les manifestations de rue, si puissantes soient-elles, ne peuvent suffire à combattre les terroristes d'extrême-droite et les nazis aux petits pieds. Et comme l'exprime l'hebdomadaire révolutionnaire français « Lutte Ouvrière » dans son dernier éditorial :

« Pour prévenir le danger fasciste à venir, il aurait fallu, là, dans les circonstances actuelles, qu'au moins un parti, un seul, ait la force et la volonté de dire : « Nous ne répondrons pas à la bombe par la bombe, au révolver par le révolver, car l'attentat individuel ne sert jamais la cause des opprimés. Mais par contre, nous assurerons nous-mêmes, en y appelant toute la population, la protection que la police, dont nous avons plutôt à craindre, est bien incapable de nous garantir. Nous ne pourrons peut-être pas éviter tous les attentats, mais nous pourrons, en nous mobilisant quartier par quartier et rue par rue, rendre la vie très difficile à tous les tueurs en puissance ».

Non aucun parti n'a dit : « Dorénavant, nos militants protégeront les lieux où se regroupent les Juifs, les Arabes, les Noirs ; et que toute la population nous aide, si elle le veut bien ».

Aucun parti qui avait la force de le dire, n'a pris le risque de le faire, car aucun parti, même de gauche, ne veut que la population apprenne à faire sa police elle-même. Parce qu'une fois qu'elle l'aura appris, elle sera libre de recommencer à chaque fois qu'elle en aura besoin ; et personne ne pourra plus lui prendre cette liberté, ni aucune autre.

Et cet apprentissage de la liberté et de la force serait la meilleure garantie contre la naissance d'un parti fasciste, quelles que soient les circonstances. Mais ce serait évidemment, en cas de crise, l'amorce d'une révolution sociale, d'une révolution populaire dont aucun parti ne veut, même ceux qui en parlent ».

GUADELOUPE :
DÉBAT HOULEUX SUR LA CULTURE A LA TÉLÉVISION : LA POLITIQUE COLONIALE MISE À NU

Jeudi 9, ô surprise, un débat non prévu au programme de FR 3 est annoncé. Il s'agit de discuter de l'action culturelle en Guadeloupe. On offre aux protagonistes 40 minutes. La chose est exceptionnelle et il faut s'accrocher à l'écran. Les invités au débat : M. Farrugia qui s'est occupé pendant plusieurs années de la MJC de Basse-Terre, M. Nabajoth qui est le président de la fédération des MJC (Maison des Jeunes et de la Culture) et responsable du Conseil Guadeloupéen de la Jeunesse, et enfin, pour les représentants guadeloupéens, M. Michel Bangou qui est le responsable des Affaires Culturelles pour la ville de Pointe-à-Pitre (notamment à l'Office Municipal de la Culture).

En face d'eux se trouvent le rédacteur en chef FR 3 et M. Blaise tout frais promu comme responsable d'une action culturelle en Guadeloupe envoyé spécialement par le Ministre Dijoud.

A première vue ce débat ne paraît pas devoir provoquer de grosses vagues. Mais il en fut autrement. Les trois représentants guadeloupéens au travers de la polémique avec Blaise allaient, avec beaucoup de justesse, faire une critique en règle de l'attitude de l'administration coloniale en matière culturelle.

Prenant très bien les relais, les trois représentants de l'action culturelle en Guadeloupe vont dresser un véritable réquisitoire de la politique culturelle du pouvoir. Montrant ce qu'avait d'hypocrite et d'opportuniste l'intérêt soudain de Dijoud pour la culture en Guadeloupe, dénonçant le caractère d'offensive contre les anti-colonialistes de la mission culturelle confiée à M. Blaise, apportant des preuves de leurs affirmations en présentant les lettres échangées avec les autorités pour réclamer le soutien de leurs activités culturelles... mettant en évidence les refus ou les retards de l'administration dans ce domaine...

Les responsables de MJC et de l'OMC étaient particulièrement à l'aise sur ce terrain. M. Blaise beaucoup moins et le rédacteur en chef encore moins.

Les opposants de Blaise ont eu raison de placer tout de suite le débat sur le plan politique et de refuser de jouer le jeu d'une discussion de salon tranquille, à fleurets mouchetés. Ils ont eu raison de ne pas jouer le jeu d'une émission dont le seul et unique but était de lancer l'opération culturelle Dijoud.

Alors bien sûr les responsables de la boite — eu égard au retentissement de l'émission dans la population — fulminèrent et les services préfectoraux qui ont la haute main sur ce qui se dit et qui se montre à FR 3 obligèrent sans doute le directeur à se rattrapper en envoyant une équipe ventre à terre à Saint François pour interviewer le chef de file de la droite départementaliste : Bernier !

Celui-ci commença par traiter le responsable de FR 3 et ceux qui avaient pris la décision de naïfs. Car ils avaient en quelque sorte offert une tribune à la Gauche anti-colonialiste. Mais l'indignation des Bernier et autres montre à quel point ils sont opposés à toute expression démocratique. Eux ils s'expriment librement dans la presse écrite quotidienne (France-Antilles), à la radio et à la télévision dont ils ont le contrôle. Et ils voudraient encore lorsque d'aventure un micro de FR 3 vient se balader devant des bouches anti-colonialistes que celles-ci ne prononcent que des propos doucereux ou édulcorés à l'égard de leur politique.

Et si Bernier et autres sont si furieux qu'un tel débat ait eu lieu, c'est probablement qu'ils se sont rendus compte qu'il avait eu un écho défavorable dans une large fraction de la population.

G.R.

ENSEIGNEMENT (MARTINIQUE)
DES ÉTABLISSEMENTS QUI MENACENT RUINE

Le recteur Chaudet est un homme satisfait : la rentrée s'est bien passée, il n'y a pas eu trop de problèmes ; les maîtres-auxiliaires ont été recasés sans trop de case, il n'y a pas eu de grève au début de la rentrée...

Mais si pour monsieur Chaudet la rentrée s'est bien passée, il n'en est pas de même pour les milliers et les milliers d'élèves qui auront à fréquenter des établissements scolaires dans un état de délabrement avancé et qui se sont dégradés un peu plus encore cette année.

Le porte-drapeau de la vétusté est l'actuel collège de Saint-Esprit. Cet établissement tombe en ruines. Pendant 20 ans la municipalité communiste a réclamé des prédécesseurs de Chaudet qu'un nouveau collège soit construit. Rien n'a été fait. Depuis l'élection d'une équipe municipale réactionnaire, il semble que les crédits refusés à la municipalité PCM soient accordés à la nouvelle équipe RPR. Mais en tout cas les élèves et les enseignants continuent à fréquenter un établissement qui peut s'écrouler à tout moment sur eux. Quant à la direction du collège, elle se signale par des pratiques d'une autre monde et d'une autre époque : exigence de « cahier de roulement », obligation pour les professeurs de faire de la surveillance dans la cour de l'établissement, division de la cour en zones de surveillance. Il y a encore quelques années de cela, lors de l'anniversaire de l'appel du 18 juin, il y avait une cérémonie quasi-militaire (garde-à-vous, salut au drapeau, etc.). L'auteur de telles pratiques, grand chef RPR de Saint-Esprit a déjà été condamné par le tribunal administratif il y a quelques années de cela. N'empêche, il récidive.

Autre collège vétuste : celui du Robert. Les parents d'élèves ont dû faire grève le jour de la rentrée pour protester contre les conditions d'accueil dans l'établissement. L'année dernière, c'était pareil. Rien n'a changé.

Trinité dispose de 2 collèges : un de riches celui de Beauséjour, à peu près correctement pourvu et fréquenté entres autres par les fils et les filles de gendarles de Trinité et du Robert, l'autre le collège Rose Saint-Just, appelé tout simplement par les élèves « le vieux collège ». Une simple notation, les cours sont dispensés dans 4 corps de bâtiment différents, éparpillés dans le bourg ! Quoi s'étonnant que les élèves aient les plus grandes difficultés à suivre dans un tel environnement.

On peut clore un tel tour d'horizon avec le collège Cassien Sainte-Claire de Fort-de-France qui lui aussi menace ruine.

Améliorer les conditions d'accueil dans les établissements scolaires, telle est l'une des tâches essentielles des responsables de l'Education. Monsieur Chaudet ne s'en préoccupe guère et préfère se contenter d'affirmer que la rentrée a été réussie. Peut-être le recteur veut-il faire des adeptes de la méthode Coué et en disant que la rentrée a été réussie faire en sorte qu'il soit cru. Cela coûte certes moins que de donner une éducation véritable aux jeunes Antillais.

Jacques BRUEL

CAPESTERRE-BELLE-EAU :
Que se passe-t-il à la cantine ?

Depuis plusieurs semaines des rumeurs qui se confirment ces jours-ci font état d'une « affaire de la cantine » à Capesterre Belle-Eau. Des conseillers municipaux ayant eu des soupçons sur la façon dont la cantine était gérée, réclamèrent une enquête.

Il semble que l'enquête ait bien conclu à l'existence d'un trou de plusieurs dizaines de millions sur le budget de la dite cantine. Un responsable de la gestion aurait été déplacé ou licencié.

Aujourd'hui la population commente ces faits avec amertume et les relie avec la marche générale des affaires de la commune. Rien ne va plus à Capesterre-Belle Eau. Et plus d'un citoyen s'accorde à penser que le Maire est le grand responsable de cet état de chose.

Tout le monde a encore en mémoire la position qu'il a prise lors de la lutte des ouvriers agricoles pour obtenir des terres à Capesterre. Il avait alors systématiquement refusé de soutenir ces travailleurs et d'agir en quoi que ce soit pour les aider. Aujourd'hui le scandale de la cantine est attribué à son laisser-aller et à sa mauvaise gestion. Lui qui fut élu dans l'enthousiasme après la mort de Lacavé apparaît maintenant comme un administrateur peu soucieux de l'intérêt de la population et surtout incapable d'agir dans le sens de ses intérêts.

Mais ceux qui au sein du conseil municipal désapprouvent une telle attitude se content, après la commission d'enquête, d'alimenter par de maigres informations le désir de connaître la vérité de la population sans toutefois rien pubier de l'affaire dans son entier.

Il est tout à fait légitime que les actes de la municipalité soient contrôlés par la population, car c'est elle qui l'a élue. Et il n'y a aucune raison que cette municipalité et les conseillers municipaux refusent de s'expliquer ou d'informer les Capesterriens de ce qu'ils projettent ou des affaires qui les intéressent.

Qu'est-ce empêche au moins les conseillers qui ont conscience du malaise existant à Capesterre de prendre l'initiative d'informer la population et lui soumettre leurs propres projets ?

Et peut-être qu'en agissant ainsi ils auront l'occasion d'entendre les revendications et les reproches de cette population qui actuellement est plus que désabusée envers ceux en qui elle avait placé sa confiance.

QUAND LES DÉPARTEMENTALISTES EXHORTENT À LA SOUMISSION

d'industriels petits et grands, des promoteurs qui eux, s'enrichissent, des blancs qui trouvent du travail sur place.

Et Bernier, Captant, Moustache et autre Saman se font les chantres de cet « équilibre là » qui est un véritable désastre sur le plan humain en particulier. Le prix payé par la population de ce pays n'a aucune commune mesure avec les petites réalisations sociales dont Bernier et Moustache vantent les mérites. Ce prix c'est celui d'être contraint de vivre dans un faux « département français » dans lequel on n'accorde pas totalement aux travailleurs les mêmes droits qu'aux Français et par ailleurs de se voir refuser tout droit à se diriger soi-même. Ce prix c'est celui d'être obligé d'émigrer en masse alors qu'en sens inverse des Européens, des Français entrent massivement en Guadeloupe et constituent une communauté blanche bien installée, privilégiée en tous points et constituant à l'occasion pour le pouvoir une masse de manœuvre contre la population locale...

SUITE DE LA PAGE 1

En se faisant les dociles et zélées courroies de transmission de tous les plans du pouvoir, les politiciens de droite rassemblés à St François et à l'Anse-Bertrand sont responsables de la faillite et du désastre économique et humain actuel. Et pour tout cela, les travailleurs devront un jour leur demander des comptes.

P.J.C.

FORT-DE-FRANCE : GRÈVE A LA CMGRR

La CMGRR, (Caisse Martiniquaise et Guyanaise de Retraite par Répartition) vient de connaître une grève de plus d'une semaine. Les employés de cette caisse de retraite complémentaire se sont mis en grève pour protester contre le licenciement d'une de leurs camarades.

La CMGRR est gérée par un Conseil d'Administration comprenant les représentants des patrons et ceux des syndicats et l'actuel président est un membre de la CGTM, Artigny, qui soutient l'actuel directeur, un français appelé Deux, dans sa tentative de licenciement. Aux dernières nouvelles, le Conseil d'Administration a démissionné, mis à part la CSTM qui devient ainsi administrateur et a ordonné la reprise du travail avec bien sur la travailleuse licenciée.

Quant au directeur, il se cache...

COMMUNIQUÉ

Nous publions ci-dessous les extraits d'un communiqué de presse que nous a fait parvenir « Jougwa » - Le Journal Guadeloupéen :

« A la suite d'un article publié dans le N°12 de «Jougwa - Le Journal Guadeloupéen » relatant les graves incidents survenus 48 H après l'élection d'un conseiller Général UDF à Marie-Galante, le Ministre Français des Armées, a décidé d'inculper M. Dannick Zandronis, Directeur du « Jougwa », pour « outrages et diffamations envers l'armée ».

L'inculpation dont fait l'objet M. Zandronis (et à travers lui la Presse Indépendantiste) n'est pas un fait isolé, elle fait suite à une série de perquisitions, d'arrestations, de provocations, de tracasseries policières tous azimuts, affectant depuis quelques mois, les milieux anticolonialistes et patriotiques Martiniquais, Guyanais, et Guadeloupéens...

« Jougwa - Le Journal Guadeloupéen » a décidé de riposter et de faire autour de cette affaire toute l'information nécessaire et d'alerter l'opinion tant en Guadeloupe qu'à l'étranger (Caraïbe, Afrique, France...) afin que les colonialistes français, ne puissent comme en mai 1967, faire le « black out » sur la Guadeloupe pour y perpétrer de nouveaux crimes contre notre Peuple.

De plus, il importe que les Démocrates, les Patriotes, la presse et les journalistes anticolonialistes participent avec nous à un Mouvement de dénonciation du Colonialisme, en publiant régulièrement des informations sur les diverses formes que peut prendre cette répression (perquisitions et arrestations abusives, sévices, filatures, écoutes téléphoniques, courrier intercepté, sabotages, provocations...)

PROCÈS PULVAR

Le jugement du procès Pulvar a été prononcé le vendredi 10 octobre au tribunal de Fort-de-France. Le tribunal a affirmé que les faits étaient moins graves que ne voulait le dire Huygues-Despointes le commerçant frappé par Pulvar, qui a cependant été condamné à 1000 F d'amende et un franc de dommages et intérêts.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728